

car qu'elle le conçoive ou non, qu'elle le reconnaisse ou non, le temps travaille maintenant en faveur d'un accord de paix entre l'Égypte et Israël, par l'intermédiaire des puissances mondiales U.S.A. et U.R.S.S. et que l'approche d'un accord implique la légalisation internationale de la liquidation de la résistance par les forces réactionnaires de Jordanie, aidées par les régimes alentour. Quel que soit l'accord signé entre les puissances internationales, son contenu et ses clauses, il n'empêchera pas le développement de la révolution arabe, et sans doute contribuera à accélérer la prise de conscience à une échelle de masse dans le sens du développement de la lutte révolutionnaire socialiste. Mais, l'avenir de la résistance se pose à courte échéance, chaque semaine en apporte la preuve. Tout récemment, les deux organisations de la Résistance Palestinienne qui ont à un degré ou un autre développé une politique allant dans le sens des intérêts de classe des masses arabes, les deux Fronts, ont l'une après l'autre dénoncé les manœuvres de certain dirigeant de l'O.L.P.-Fath, prenant position au nom de ce nouveau Comité Central de la Résistance Palestinienne mis en place au Caire au début de juin 1970, lors du 7^e Conseil National Palestinien, à la veille de la grande crise jordanienne considérée. Kamal Nasser, l'un des représentants les plus nationalistes et sans doute de la droite du Fath si tant est que des tendances politiques différenciées puissent exister dans cette organisation, a dénoncé à plusieurs reprises en des termes menaçants les actions de ces organisations palestiniennes, qui échappent à son contrôle direct (celui du Fath-O.L.P.) et qui représentent de surcroît une puissance politique potentielle dangereuse pour ses propres objectifs.

Désormais le schisme politique au sein de la Résistance Palestinienne est un fait établi, que les crises répétées de Jordanie et du Liban ont peu à peu poussé à la surface.

Pour illustrer cet état de fait nouveau, nous reproduisons plus bas les deux articles parus dans *Rouge* au moment des événements de Jordanie de juin dernier. Depuis, la situation n'a pas substantiellement évolué, les positions restent les mêmes, ainsi que les termes généraux de la crise et ses perspectives. L'analyse de la situation est faite en deux temps, tout d'abord les rapports existants entre la résistance et les régimes arabes, puis dans un deuxième les rapports au sein de la résistance en relation avec les échéances politiques inévitables.

Où va la Résistance Palestinienne ?

Après la crise de Jordanie, un nouveau seuil à franchir

La réaction jordanienne vient de commettre une nouvelle agression armée contre l'ensemble de la Résistance Palestinienne. Au-delà de l'escalade dans les dispositifs et les formes de lutte contre-révolutionnaire mis en place par l'armée jordanienne, il y a le contexte politique général au niveau de toute la région, dans lequel un certain rapport de force s'est instauré entre la Résistance Palestinienne et la réaction arabe sous toutes ses formes. L'avenir de la Résistance Palestinienne ne dépend plus du

seul rapport de forces établi en Jordanie car désormais les forces contre-révolutionnaires pensent en termes précis et commencent à avoir une vision globale de la lutte à mener contre les « gauchistes » d'abord, et les « modérés » ensuite de la Résistance Palestinienne.

UNE MENACE SÉRIEUSE

Deux courants politiques s'expriment aujourd'hui, au niveau de tout le monde arabe, à savoir le nasserisme et la Résistance Palestinienne. Le premier pour ce qu'il avait représenté historiquement par rapport aux masses arabes, et la seconde pour ce qu'elle représente aujourd'hui comme moyen de lutte contre le sionisme, l'impérialisme et dans une certaine mesure contre la réaction arabe. Ces deux courants continuent à se ménager comme si aucune contradiction fondamentale n'existait entre eux.

Depuis juin 1967, Nasser a pu maîtriser la situation intérieure. Il a anéanti toute l'avant-garde politique... aidé en cela par le P.C. égyptien qui, refusant le terrain des luttes, s'est dissout dans l'Union Socialiste Arabe¹.

Aujourd'hui Nasser met à exécution sa stratégie « panarabique » d'unité arabe. En quelque sorte, c'est la répétition d'un processus qui a déjà failli (voir l'éclatement de la République arabe unie égypto-syrienne).

Nasser n'a rien trouvé à dire le 1^{er} mai 1970 aux travailleurs de Halouan, de Louqsor, de Port-Saïd, etc., que de longues suppliques à Nixon l'exhortant à faire des pressions sur le gouvernement de Golda Meir pour qu'il accepte ses neuf points². Il cherche sincèrement (on n'en doute pas) à créer les cadres et les conditions pour la solution pacifique et par là à reconnaître l'Etat d'Israël.

Ses atouts ? Il n'en manque pas : ses « califes » en Lybie et au Soudan deviendraient prochainement ses partenaires dans le cadre d'une « nouvelle R.A.U. des bonapartistes ». Comme deuxième atout la présence, en Égypte, de l'U.R.S.S., imperturbablement inconditionnelle dans son soutien au bonaparte Nasser, conformément à la stratégie internationale stalinienne de soutien à la bourgeoisie nationale ou à la petite bourgeoisie jouant son rôle.

Le discours nasserien du 1^{er} mai porte la marque des « champions » de la « coexistence pacifique » et de la solution pacifique. En effet, Nasser et l'U.R.S.S. sont au moins d'accord sur un point, à savoir, la réalisation de la résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967 et ses implications.

L'U.R.S.S. se méfie — à tort disons-nous — de l'importance et de l'audience qu'acquiert la Résistance Palestinienne dans l'ensemble du monde arabe aujourd'hui. Elle place ces « masses » dans un combat d'arrière-garde en attendant la résurrection des P.C. arabes squelettiques. Elle préfère investir les leviers politiques égyptiens pour influencer sur l'orientation politique et au

1. Union Socialiste Arabe : parti unique égyptien (nasserien).

2. Rappelons-nous des 9 points avancés par Hussein au nom de Nasser à Washington en avril 1969, et dont le deuxième point dit sans ambiguïté : « Respect et reconnaissance de la « souveraineté » des territoires ainsi que de l'indépendance politique pour tous les pays de la région. »